

Le pouvoir aux travailleurs

26 mars 2006

N° 123

PRIX : 100 Fr

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS SOUS-ARMÉS (KARL MARX)
POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI DE LA CLASSE OUVRIÈRE

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- KONAN BANNY CÉLÈBRE SES 100 JOURS, MAIS IL N'Y A PAS DE QUOI SE RÉJOUIR	2 - 3
- CE GOUVERNEMENT N'EST FORT QUE DEVANT LES FAIBLES	4
- GBAGBO REÇOIT SES RECRUES ET CÈDE A LEURS REVENDICATIONS	4 - 5
- OUI A LA GRÈVE DES ENSEIGNANTS	5
- TICKET UNIQUE : OFFICIALIZATION DU RACKET	5 - 6
- CONTRE L'OBSCURANTISME ET CEUX QUI PROPAGENT DES HISTOIRES A DORMIR DEBOUT	6 - 7
- UN TÉMOIGNAGE QUI EN DIT LONG SUR LES PRATIQUES RELIGIEUSES	7 - 8
- FUNÉRAILLES ET TRADITIONS : UNE JEUNE FEMME EXPULSÉE PAR SA BELLE-FAMILLE APRÈS LE DÉCÈS DE SON COMPAGNON	8 - 9
- LE CECOS TUE	9
- L'UI CÈRE DE BURILI : LE MAL PREND DE L'AMPLEUR	9 - 10
- FDS ASSASSINS	10
- LES OUVRIÈRES DE ASH EXPRIMENT ENCORE UNE FOIS LEUR COLÈRE	10 - 11
- RETOUR EN FORCE DE LA TUBERCULOSE	11 - 12
	12 - 13

E t t t o i a

**KONAN BANNY CÉLÈBRE SES 100 JOURS
MAIS IL N'Y A PAS DE QUOI SE RÉJOUIR**

Durant trois heures de show à la télévision, consacré à ses 100 jours de gouvernement, le Premier ministre Konan Banny s'est voulu rassurant. Il a présenté son bilan *uniquement sous un angle favorable*. Il veut nous présenter comme un exploit, le fait d'avoir réussi, à faire asseoir autour d'une même table les principaux leaders politiques; à faire revenir Soro Guillaume au conseil des ministres; à avoir enfin réussi à faire démarrer le CÉI (Comité Electoral Indépendant).

Il n'a pas dit un mot sur la situation catastrophique dans la quelle vivent les travailleurs et leurs familles. Les bas salaires des ouvriers, la hausse des prix des denrées alimentaires, l'insalubrité, les rackets et l'insécurité totale dans laquelle nous vivons dans nos quartiers ne l'intéressent pas. Que nous n'arrivons pas à manger, à nous soigner ou à scolariser correctement nos enfants, ça ne l'intéresse pas. Les enseignants, en se mettant en grève, ont eu l'occasion de lui rappeler les revendications des employés de l'éducation nationale. Nous avons constaté avec quel mépris son gouvernement les a traités. Il a été en revanche plus compréhensif lorsqu'il s'est agi d'une grogne dans l'armée.

Sa "mission", ce n'est un mystère pour personne, c'est d'assurer l'interim jusqu'aux élections prévues en principe pour fin octobre 2006. Pour cela il ne doit fâcher personne. Mais jusqu'ici rien de concret n'a encore été fait: ni sur le processus d'identification; ni sur le DDR (Désarmement, Démobilisation et Réintégration); ni sur le redéploiement de l'administration. Sans même parler de «l'état major intégré» des deux forces armées. Bref les conditions minimales pour que les élections puissent avoir lieu sont loin d'être sur la bonne voie.

Si les choses piétinent, ce n'est évidemment pas la faute de ce Premier ministre, pas plus que ça n'était celle de son prédécesseur Seydou Diarra. Le pays est déchiré. Il est en crise depuis plusieurs années. Plusieurs clans luttent pour avoir le contrôle du pouvoir et accéder à la mangeoire! Et ceux qui y sont veulent surtout s'y maintenir!

Gbagbo dit dans la presse: "Je suis optimiste. Je serais même d'accord qu'on aille aux élections avant cette date. Je ferais tout ce que je peux pour que les élections aient lieu". Ces paroles sont pour la galerie. En réalité il n'a aucune raison d'être pressé pour aller aux élections. Le pouvoir, il l'a déjà! Sachant, de plus, que ses chances de l'emporter devant la coalition PDCI-RDR (si coalition il y a) ne sont pas évidentes, il n'a aucun intérêt à faciliter les choses à son Premier ministre. Parce que, finalement, plus les choses traîneront en longueur, plus son mandat durera et mieux ce sera pour lui et les sangsues de son clan qui parasitent les caisses de l'Etat! Après tout, ce qui

l'intéresse c'est le pouvoir. Si c'est pour le quitter il nous l'aurait montré depuis longtemps!

A l'opposé, il en va de même pour Soro Guillaume et son clan. Celui-ci n'a pas l'estampille officielle de Président de la République de Côte d'Ivoire. Mais comme Gbagbo, il contrôle de fait l'autre moitié du pays et les ressources qui vont avec. Quel intérêt lui et son clan trouveraient-ils à aller dans le sens d'une fin de crise, sachant qu'ils ont eux aussi tout à perdre? A un journaliste lui posant la question s'il va désarmer avant les élections, il répond: "...L'absence d'administration au Nord ne peut pas empêcher le scrutin d'avoir lieu. Tout comme le désarmement total ou partiel ne peut non plus l'empêcher (...) Dire qu'on ne fera pas d'élection avant le désarmement total ne rime à rien". C'est dire que le statut quo actuel ne le dérange pas, bien au contraire.

Quant à la bourgeoisie, locale comme internationale, globalement elle n'a pas trop à s'en plaindre. Les affaires se portent à peu près correctement. D'autant mieux que, sous prétexte de «*crise*», elle a aggravé l'exploitation subie par la classe ouvrière. Les salaires comme les conditions de travail se sont largement dégradés. Pendant ce temps les prix des denrées de premières nécessités ont progressé.

Bien sûr, les banquiers, les financiers, les propriétaires de la grande industrie, qui ont besoin d'une stabilité politique et sociale, d'une administration qui fonctionne à peu près normalement, des routes, du rail et des ports qui soient sûrs etc... ne souhaitent pas que cette crise s'éternise. C'est essentiellement pour eux que les forces onusiennes et Licome agissent en Côte d'Ivoire mais pas pour venir en aide aux populations pauvres.

Les grands perdants dans toute cette crise, c'est la classe ouvrière; ce sont les populations pauvres des villes et des campagnes; ce sont eux que les politiciens de tous bords ont divisé jusqu'à les pousser à s'entretuer entre pauvres; ce sont eux qui se sont appauvris et qui sont les laissés-pour-compte dans ce pays!

Les travailleurs doivent avoir à l'esprit que les différents protagonistes en concurrence pour le contrôle du pouvoir dans ce pays luttent pour eux-mêmes et leur clan respectif.

Alors, la paix viendra ou ne viendra pas? Ce qui est sûr, c'est que la classe ouvrière et les populations pauvres ne peuvent compter sur aucun de ces gens-là, pour changer leur sort. Ils doivent uniquement compter sur leurs capacités collectives pour défendre leurs intérêts. Voilà pourquoi, la classe ouvrière a besoin de s'organiser sur son lieu de travail comme dans ses quartiers et combattre en son sein toutes formes de divisions corporatistes et ethnistes qui l'affaiblit. C'est seulement de cette façon qu'elle sera apte à défendre ses intérêts face aux exploités, aux oppresseurs et aux démagogues.

CE GOUVERNEMENT N'EST FORT QUE DEVANT LES FAIBLES !

Lorsque les soldats ont manifesté il y a quelques jours, bloquant même le Plateau pour revendiquer ce qu'ils estiment être leur dû, leur ministre n'a pas osé qualifier cela d'illégal.

Par contre, face aux enseignants qui ont mille raisons d'être en colère, le ministre de la fonction publique, Hubert Oualye, a menacé de les radier et de les poursuivre en justice s'ils n'arrêtent pas leur grève.

Ce genre de menace est révoltant. Mais ce n'est pas la pire des réactions venant des gens qui nous gouvernent. Combien de fois n'a-t-on pas vu des ouvriers réprimés par l'armée et la police, alors qu'ils ne font que défendre leurs intérêts face à

l'exploitation qu'ils subissent ? Eh bien, oui, le gouvernement et le patronat se sentent forts et se permettent toutes sortes de menaces verbales et de répressions brutales sur les salariés lorsque ceux-ci ne se mobilisent pas de façon unitaire mais morcelée ou corporatiste.

Ministres et chef d'Etat craignent les militaires et autres forces de l'ordre car c'est sur eux qu'ils comptent pour réprimer les salariés de la fonction publique ou du secteur privé lorsque ceux-ci entrent en lutte. La dernière fois que les soldats se sont mobilisés, on a vu que c'est le Président en personne qui a étalé le tapis rouge pour les recevoir. Il n'a pas oublié ce qui était arrivé à Bédié en 1999.

GBAGBO REÇOIT SES RECRUES ET CÈDE A LEURS REVENDICATIONS

C'est depuis le mois de janvier passé que ces jeunes recrues de Gbagbo ont commencé à se manifester pour leur intégration dans l'armée. Ils avaient même manifesté bruyamment le deux janvier, en se mutinant dans les casernes d'Akouédo, même si le parti au pouvoir avait trouvé des pseudo assaillants pour masquer leur révolte.

C'est chose faite maintenant. Gbagbo les a reçus à deux reprises. La première rencontre a eu lieu le mercredi 15 mars et une semaine après, le mardi 21 du même mois, Gbagbo, en présence du Premier ministre et du ministre délégué de l'économie et des finances, a donné satisfaction aux revendications des recrues. Ils auront une prime mensuelle de 100.000 F à partir de la fin de ce mois de mars. Ils auront aussi un suivi médical et le paiement des arriérés

des primes.

Par contre, à la place d'une intégration définitive au sein de l'armée, telle que revendiqué par ces soldats, Gbagbo leur a promis de « s'arranger » pour qu'aucun d'entre eux ne reste sur le carreau. Il s'est engagé à faire en sorte qu'eux tous soient casés dans l'administration publique.

Ainsi, les soldats ont eu finalement gain de cause à leurs revendications. Il paraît que l'Etat décaisse 1,5 milliards de francs tous les mois aux 4 000 soldats.

Les enseignants à tous les niveaux de l'éducation sont en grève depuis plus d'un mois: « primes d'examen impayés; salaires impayés; revalorisation de prime de logement ». Ils sont menacés de suspension ou même de renvoi.

Si Gbagbo et son Premier

ministre ont eu une oreille attentive aux revendications des jeunes militaires, c'est parce que ces derniers se sont fait menaçants. Il y a quelques années leurs aînés avaient réussi à faire tomber Bedié.

Mais qu'est-ce que c'est que cette société qui consacre un budget gigantesque pour les galonnés et l'armement et qui laisse à la dérive l'enseignement, la santé publique et tout ce qui est utile à la population?

OUI A LA GRÈVE DES ENSEIGNANTS

Cela fait quelques semaines que toute l'école ivoirienne est fermée du primaire à l'université.

Cette situation est due à la grève généralisée que mène le corps enseignant. A l'origine, depuis le 10 mars déjà, le SYNESCI, syndicat national des enseignants du second degré de Côte d'Ivoire avait entamé une rétention des notes pour attirer l'attention des autorités sur leurs problèmes et les appeler à la négociation. Cela n'étant pas obtenu, ils ont alors entamé dès le 13 mars une grève qui devrait prendre fin le 24 mars. Le même jour ils ont été suivis par les enseignants du primaire et le lendemain par les enseignants du supérieur et des chercheurs.

Entre autres revendications mises en avant par ceux-ci, on peut citer le paiement des primes de correction au BAC et au BEPC et la

revalorisation du profil de carrière pour les enseignants du secondaire; la prime de logement pour ceux du primaire; l'augmentation des salaires et l'augmentation des primes de recherche pour ceux du supérieur.

Jusque là, il n'y a que les primes de correction des examens de l'année 2005 qui ont été partiellement payées. A part cela, aucune suite favorable n'est sortie des différentes négociations entre enseignants et autorités. On assiste plutôt à des menaces de la part des autorités.

Oui, il est possible pour ceux de la fonction publique, pour les travailleurs du privé de relever la tête après une si longue période pendant laquelle les patrons, tout comme le gouvernement, ont aggravé considérablement les conditions de vie de tous.

TICKET UNIQUE: OFFICIALISATION DU RACKET

Depuis le 13 mars dernier, le ticket unique est officiellement en vigueur dans les quartiers comme Abobo, Yopougon et Adjamé.

Il s'agit désormais pour les véhicules de transport en commun de payer 1.000F pour une carte mensuelle de contrôle sur laquelle ils devront apposer un ticket journalier de 500F pour woro-woro et de 1.000F pour gbaka. Un ticket qu'on lui

délivrera après contrôle de toutes les pièces du véhicule.

D'après les responsables de l'OIC et du Ministère du Transport, cette mesure permettrait de réduire le nombre de barrages (officiellement au nombre de 26 pour le district d'Abidjan) et par conséquent, « d'enrayer » le racket.

Pourtant visiblement, les forces de l'ordre sont à tous les carrefours, à

une échelle moindre par rapport à avant peut-être, mais pour combien de temps?

D'autre part, a-t-on besoin d'instaurer un nouvel impôt pour lutter contre le racket?

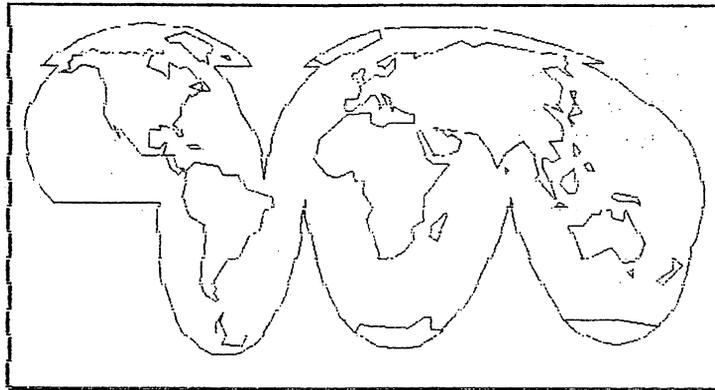
Rappelons qu'une histoire similaire s'était soldée par un échec lamentable. Il s'agit des macarons d'escorte groupée pour les transporteurs inter frontaliers où les transporteurs devaient payer d'énormes sommes en échange d'un macaron qui allait leur éviter le racket. Mais l'affaire a tenu à peine quelques semaines et puis après, le racket était de nouveau omniprésent, même avec le macaron qui n'était plus désormais que de la paperasse.

Il paraît que cette affaire de ticket unique générera au moins 20 milliards de francs CFA qui seront répartis entre la police, la gendarmerie, le ministère de tutelle, les syndicats de transporteurs, etc.

A la vérité, on voit clairement que cette histoire n'est qu'une manière pour les hauts gradés de l'armée et les dirigeants du pays d'avoir directement le contrôle de l'argent du racket au lieu de le combattre comme ils veulent nous le faire avaler.

Bien sûr, les crapules ne sont pas seulement ceux qui sont sur le terrain. Ce sont aussi ceux qui sont tapis dans les bureaux climatisés et ont rang de généraux et de ministres!

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T

CONTRE L'OBSCURANTISME ET CEUX QUI PROPAGENT DES HISTOIRES A DORMIR DEBOUT

Les journaux ont trouvé une nouvelle recette pour vendre leur papier. Ca ne leur suffit plus de répandre la haine, la xénophobie et l'ethnisme, de leurs mentors. Ils se lancent de plus en plus dans des histoires de sorcelleries, non pas pour les dénoncer, mais plutôt de façon complaisante à l'égard des soi-disant faiseurs de miracle qui profitent de la détresse des gens pour s'enrichir. Voici un exemple parmi d'autres.

Le journal "Fraternité Matin" du 10 mars raconte cette histoire d'un homme qui décède des suites d'une opération d'appendicite. Au lieu de chercher à comprendre dans quelles conditions cette opération s'est faite, les proches du défunt ont fait venir comme c'est souvent le cas un escroc qui vit justement de ce genre de drame. Ici il s'agit d'une dame dénommée Massandjé qui n'est pas à son premier coup et dont la place serait normalement en prison! Au lieu de combattre les pratiques obscurantistes, de mettre en garde les lecteurs, le journaliste qualifie cette ordure de « *prêtresse* » ou encore de « *célèbre voyante* ».

Le cérémonial pratiqué par cette dame et par ses semblables est bien

rôdé. On fait « *tourner* » le cercueil ; on arrête un pauvre vieillard ; on le torture ; celui-ci « *avoue* » et dénonce un complice. Le journaliste visiblement approbateur ajoute : « *il refuse de citer les autres complices, malgré les sévices endurés* ». Cet article est paru sous le titre : « *des mangeurs d'âmes démasqués passent aux aveux après un interrogatoire serré* ». Voilà à quoi servent les « *intellectuels* » dans ce pays : à faire la propagande de pratiques rétrogrades qui tirent la société en arrière ; à répandre des histoires de sorcellerie, même lorsque des personnes innocentes ont la vie détruite par ce genre de verdict.

Et pourtant, il y a de quoi dénoncer sur le fait que dans ce pays on peut mourir d'une simple opération d'appendicite! L'état de délabrement des hôpitaux publics dans ce pays y est pour beaucoup! Les hôpitaux où on soigne les pauvres gens sont de véritables mouiroirs! Et si par malheur, le malade ne dispose pas de la somme d'argent nécessaire pour être soigné dans des conditions minimales, eh bien, il meurt comme un animal sur le bord de la route! La voilà la réalité. Au lieu de dénoncer cette réalité, ce journaliste et bien d'autres trouvent mieux leur compte à répandre la barbarie!

L E U R S O C I E T

UN TÉMOIGNAGE QUI EN DIT LONG SUR LES PRATIQUES RELIGIEUSES

"Ma sœur a le Sida. A cela s'ajoute des problèmes artériels qui l'avaient rendue à moitié paralysée. On la soigne depuis plusieurs mois et les choses commencent à aller. Elle arrive maintenant à marcher. Voilà qu'un jour je vais lui rendre visite. Elle est entourée d'un groupe de chrétiens qui prient avec elle. Je dresse mes oreilles et j'entends que dans leur prière, ils citent le nom de ma mère et de mes deux oncles en les qualifiant de «

sorciers ». Ils exorcisaient en quelque sorte ma sœur pour la « libérer » de l'emprise des sorciers que seraient ceux-là même qui se sacrifient depuis plusieurs mois avec toute la famille pour la soigner. Vous imaginez ma colère en entendant ces paroles !

Evidemment, j'ai mis tous ces salauds dehors sur le champ et les ai menacés si je les revoyais rôder autour de ma sœur!"

FUNERAILLES ET TRADITIONS: UNE JEUNE FEMME EXPULSÉE PAR SA BELLE-FAMILLE APRES LE DÉCÈS DE SON COMPAGNON

Dans la commune d'Abobo, une jeune femme qui vivait avec un homme depuis plus de cinq ans, a été chassée par sa belle-famille dès que son mari a rendu l'âme.

Pendant plus d'un an ce monsieur a été malade. C'est la jeune femme qui est restée à son chevet. D'hôpitaux en guérisseurs elle a traîné avec son mari. Vers la fin, ne trouvant pas de remède, elle et son mari se sont convertis au christianisme. Pendant toute cette période, les parents du mari sont restés presque invisibles. Mais dès que ce dernier a rendu l'âme, ils ont accouru. Ils ont d'abord accusé la jeune femme de sorcellerie et que ce serait elle qui aurait « mangé l'âme » de leur frère.

Après, on lui reprochait d'avoir dissimulé les biens du défunt. Tout cela a abouti à répudier la jeune femme dès que les funérailles ont pris fin.

Il faut noter que le défunt en question a déjà perdu deux épouses. Les parents du défunt en chassant sa compagne qui lui survit, le font certainement en toute conscience. Primo, ils n'aimeraient pas avoir la charge de la veuve. Secundo, le mari étant mort d'un mal qui s'apparente très fort au sida, les parents ont trouvé préférable de répudier la femme.

C'est ainsi la plupart du temps que, derrière le couvert de la tradition se cachent des calculs mesquins.

L E U R S O C I E T

LE CECOS TUE

Le CECOS (Centre de commandement des opérations de sécurité) est une unité créée en cette période de crise soi-disant pour lutter contre la violence et l'insécurité grandissantes à Abidjan.

Les gens du CECOS sont issus de l'armée, de la police etc. Il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour s'apercevoir que leur comportement à l'égard de la population pauvre ressemble à celui pratiqué par les autres forces de l'ordre.

Exemple

Ainsi non seulement cette unité de "sécurité" s'est ajoutée au nombre des policiers racketteurs des véhicules, mais pire elle commet des actes de violence sur des pauvres gens qui sont loin d'être des bandits et des voleurs.

L'une de leurs victimes récentes est Désiré Tanoh, un jeune coiffeur près de l'aérodrome de Marcory. En effet, ce jeune homme était en train de

causer avec ses amis lorsque tout le quartier était pris de panique à cause d'un déferlement des agents du CECOS. Le jeune Tanoh et ses amis, sans se poser de questions se sont mis à courir. Mais malheureusement pour Tanoh, il tombe et est rattrapé par les agents. Il est alors abattu sans aucune forme de procès.

Cette énième tuerie vient s'ajouter au nombre de crimes commis par ces soi-disant forces de sécurité. Les manifestations des habitants du quartier devant la mairie de Marcory et le commissariat du 9^{ème} arrondissement montrent bien la solidarité et le refus de la population de se laisser piétiner impunément par cette police meurtrière.

En outre, l'on ne doit pas se faire des illusions venant de la part des autorités. Leur police (le CECOS) joue son vrai rôle. Ce rôle qui n'est autre que de terroriser la population pauvre.

L'ULCÈRE DE BURILI : LE MAL PREND DE L'AMPLEUR

L'ulcère de Burili est une maladie qui se manifeste par une plaie qui ne guérit pas sans un suivi médical intense. Quand la maladie n'est pas vite traitée, après guérison, elle laisse des séquelles qui peuvent conduire à l'invalidité du patient. Cette maladie touche surtout le Centre, l'Ouest et le Nord du pays. On estime à 22.000 cas détectés et pour la plupart se trouvant

dans la tranche d'âge des moins de 15 ans.

L'année passée après un colloque sur la maladie, l'Etat de Côte d'Ivoire en partenariat avec quelques bailleurs de fonds, avait décidé de la gratuité des soins.

Aujourd'hui le mal a pris de l'ampleur, 2.000 nouveaux cas ont été détectés. Les moyens promis n'ont pas suivi. Sur

L E U R S O C I E T

toute l'étendu due territoire, il n'existe que 15 centres de soins. Cela fait que les malades ne peuvent accéder que difficilement aux soins. Sur les 22.000 cas détectés seulement 4.000 cas étaient en traitement l'année passée et seulement 2.600 ont pu recouvrer la santé.

Cet exemple montre à quel point

les dirigeants qui se succèdent au pouvoir dans ce pays se moquent bien des populations pauvres. Ils trouvent pourtant bien de l'argent pour construire un palais des députés, une résidence présidentielle somptueuse à Yamoussoukro. Mais ils ne produisent que du vent lorsqu'il s'agit de la santé de la population.

FDS ASSASSINS !

Deux mort-nés, cinquante huit blessés dont six cas graves: tel est le bilan de la bastonnade infligée par des soldats des FDS (*Force de Défense et de Sécurité*) aux habitants de Boueneu, village situé à l'Ouest du pays, le 27 février dernier.

Ces soldats reprochaient au chef de ce village de ne pas les avoir « *informés* » du passage nocturne des éléments des forces Licorne, la veille dans cette localité. Ce prétexte a suffi pour tabasser avec des ceinturons ou des crosses de kalachnikov et gazer tout le village que ces militaires sont sensés « *protéger* ».

Selon le préfet militaire de cette région, une « *enquête* » est ouverte pour situer les responsabilités. C'est tout à fait évident que cette enquête n'ira nulle part puisque les tiroirs sont bourrés de dossiers d'enquêtes concernant les bavures et crimes commis par leurs éléments. De toute façon, qui donne les ordres de ces punitions et tueries? Bien sûr que ce sont eux les chefs militaires et derrière eux, les dirigeants politiques.

Tous ces gens en uniforme qu'ils soient Forces nouvelles, Licorne, ONUCI, FDS, n'ont que du mépris vis-à-vis des populations pauvres de ce pays.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LES OUVRIÈRES DE ASH EXPRIMENT ENCORE UNE FOIS LEUR COLÈRE!

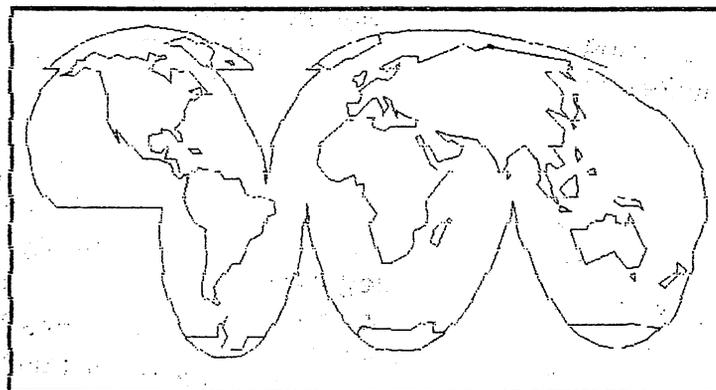
37 mois sans salaire! C'est le retard accumulé des salaires non payés des balayuses de rues de la société ASH International. Ces ouvrières ont une nouvelle fois observé un sit-in le mardi 21 mars devant la primature.

Ces ouvrières espéraient probablement être reçues par Gbagbo ou Banny, pour leur exprimer leur

colère. Mais aucun d'eux n'a évidemment daigné les recevoir. Qu'est-ce qu'ils ont à faire des ouvrières? De plus, leur patron escroc n'est-il pas un des leurs?

Tant que tous ces gens-là ne sentiront pas l'odeur des poubelles jusque dans leurs bureaux et leurs domiciles, ils ne risquent pas de bouger leurs fesses!

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS!

RETOUR EN FORCE DE LA TUBERCULOSE EN AFRIQUE

Une journée mondiale consacrée à la tuberculose a été célébrée le 24 mars par l'ONU. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), 5000 personnes dans le monde meurent chaque jour de cette maladie. La tuberculose est la première cause de mortalité chez les personnes atteintes de Sida et dont le système immunitaire est affaibli. Une très grande partie de ces décès où les victimes sont principalement des jeunes adultes (de 15 à 45 ans), ont lieu dans les pays pauvres. Le continent africain est le plus touché. Le traitement de cette maladie est pourtant très bon marché: six mois d'antibiotiques reviennent environ à dix dollars selon l'OMS. Cela, c'est la théorie. Dans la pratique, en Afrique les hôpitaux et les laboratoires sont débordés par le grand nombre de patients. Lorsqu'on est malade, la plupart du temps ce sont des infirmiers qui sont sollicités pour délivrer des ordonnances moyennant une certaine somme. Ensuite il faut pouvoir acheter les médicaments à la pharmacie. Il est vrai que les gouvernements manquent de moyens. Mais le peu de moyens dont ils disposent n'est pas investi dans la santé de la population. Les hôpitaux manquent de lits et les personnes malades sont souvent étalées sur une natte, à même le sol. Malgré le courage et la bonne volonté du personnel soignant, les conditions d'hygiène sont aléatoires. Il n'est pas rare que des personnes venues se soigner, contractent des maladies à l'hôpital.

Tous les centres de santé ne sont pas logés à la même enseigne. Dans les capitales africaines et certaines grandes villes il existe

quelques cliniques qui disposent de moyens matériels et humains satisfaisants. Pour y être admis il faut disposer d'une grande somme d'argent que seuls les riches peuvent posséder. L'OMS annonce qu'un plan "Halte à la tuberculose" pourrait permettre d'ici 2015 de guérir 14 millions de malades dans le monde si elle réussit à rassembler 56 milliards de dollars. Pour cela elle fait appel aux donateurs privés et publics.

La majorité des gens sont réduits à la pharmacopée ou à ingurgiter des médicaments périmés ou inadaptés vendus sur les étals des marchés ou dans la rue. Cela a pour conséquence lorsque les gens ne s'intoxiquent pas, de produire des souches microbiennes résistantes aux antibiotiques et donc difficiles à combattre.

La tuberculose est en train de proliférer pour une autre raison aussi: la dégradation des conditions de vie. Dans les quartiers pauvres les gens vivent les uns sur les autres dans des habitations précaires et humides où il n'y a pas l'eau courante pour se laver et où le tout à l'égout n'existe pas. Le bacille de Koch (c'est le nom du microbe de la tuberculose) et d'autres bactéries et virus n'ont pas de mal à proliférer dans de telles conditions. Il n'y a pas que l'habitation et l'environnement qui sont à incriminer. Beaucoup de gens qui étaient en bonne santé ont attrapé le mal du fait que leur organisme se défend moins bien parce qu'ils n'ont pas les moyens de manger à leur faim. Même lorsqu'ils ont un emploi, les travailleurs et leurs familles sont trop pauvres pour pouvoir se nourrir convenablement, se vêtir, se

loger et se soigner. Il est vrai que dans les mêmes pays où la maladie fait rage elle ne frappe pas indistinctement

toutes les couches de la société. Mais cette question-là ne relève pas de l'OMS.

DES MILLIERS DE GENS FUIENT LA MISÈRE AU PÉRIL DE LEUR VIE

Le 23 mars dernier, selon les chiffres officiellement annoncés près de 130 candidats malheureux à l'immigration étaient portés disparus après le naufrage au large de Kribi, sud-ouest du Cameroun, d'une embarcation de fortune, en l'occurrence une sorte de grande pirogue, qui transportait 150 passagers. L'embarcation qui se dirigeait vers Port-Gentil au Gabon, s'est retournée, précipitant les occupants à la mer. Les 23 rescapés, originaires du Niger, Mali, Benin et Burkina Faso ont été soignés dans un hôpital. Selon les témoignages recueillis auprès de l'un d'entre eux, l'embarcation était surchargée; il y aurait plus du double du chiffre de 130 disparus annoncés. L'eau était entrée dans la pirogue; il était impossible de la vider, ce qui a fait chavirer l'embarcation.

Quelques jours auparavant, le 15 mars, quarante-cinq ressortissants africains qui tentaient de gagner l'Espagne, par mer, dans des embarcations de fortune, étaient morts noyés ou portés disparus. Pour l'une des embarcations, le moteur était tombé en panne en pleine mer.

Selon des membres du Croissant rouge mauritanien, en cinq mois, 1200 à 1300 personnes avaient perdu la vie en essayant d'atteindre les côtes espagnoles. Les mêmes sources

estiment entre 700 à 800 personnes qui tentent chaque jour la traversée pour gagner l'Espagne.

Traumatisés par les tragiques événements de Ceuta et Melilla, en septembre dernier, découragés par les comportements indignes des autorités marocaines (les gardes-côtes les traitaient comme du bétail), certains voyageurs renoncent à entrer en Europe pour tenter leur chance; ils choisissent l'Afrique. Avant, les immigrants africains choisissaient, en général, le Nigéria, la Côte d'Ivoire ou le Gabon. Avec le vent de xénophobie qui a soufflé au Nigéria puis en Côte d'Ivoire, il ne reste plus que le Gabon, même si là également, subsiste une certaine xénophobie à l'égard des immigrants. C'est cette destination qu'avaient choisie, le 24 mars, ceux qui ont péri en mer.

Ce sont les conditions de vie difficiles dans le continent africain ravagé par de décennies de pillage capitaliste qui poussent les gens, en particulier les jeunes, à risquer leur vie pour aller tenter leur chance en Europe où ces richesses sont accumulées.

Tant que dure ce système, tant que nos dirigeants demeurent les fidèles gardiens des intérêts des capitalistes, la situation des petites gens en Afrique ne fera qu'empirer.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.